

# La course à Relais-femmes

N<sup>os</sup> 23-24, avril 2001

## Éditorial

### Sommaire

Vie organisationnelle à Relais-femmes .....	p. 3
Égalité, pluralité et solidarité: nouveaux défis de rapports sociaux de sexe .....	p. 4
Protocole UQAM/ Relais-femmes .....	p. 5
Un partenariat entre universités et milieux d'intervention sur le thème des réponses sociales à la violence envers les femmes .....	p. 6
Réseau féministe pour un renouvellement des thèmes et pratiques en matière de répartition des richesses .....	p. 8
Sensibilisation, formation et soutien des intervenantEs des divers milieux .....	p. 8
L'engagement politique des jeunes femmes : une réalité à découvrir .....	p. 9
Des nouvelles de Beijing + 5 .....	p. 10
Formations .....	p. 11
Publications .....	p. 13
Dates à surveiller .....	p. 15

**Carrefour d'expertises  
et de ressources**  
En matière de condition  
des femmes

**Relais  
femmes**

Comme l'a si bien souligné Hélène Pedneault dans le *Manifeste* pour la marche mondiale des femmes au Québec en octobre dernier, celle-ci est commencée depuis des millénaires et, malgré plusieurs acquis, nous sommes encore loin de notre but. Il nous semble important dans le contexte du Sommet des Amériques de cerner quelques enjeux qui se posent pour le mouvement des femmes dans sa lutte à la mondialisation. Nous savons toutes que cette vision du monde qui repose sur deux systèmes d'oppression, soit le capitalisme néo-libéral et le patriarcat, affecte plus particulièrement les femmes. Les effets de cette stratégie accentuent les inégalités et confinent une majorité de femmes comme citoyennes de seconde zone.

Face à cette situation, nous devons poursuivre la lutte pour la construction d'un autre monde, d'une autre mondialisation, d'un vivre autrement respectueux de qui nous sommes, nous les femmes.

Il nous faut développer une stratégie à multiples dimensions. L'égalité entre les femmes et les hommes ne peut être possible que si nous changeons tant les structures sociales, politiques et économiques que les rapports sociaux entre les femmes et les hommes.

Il nous faut poursuivre et encourager les multiples pratiques innovatrices développées par les femmes du Nord et du Sud. En même temps, nous devons

comme mouvement participer à la construction d'un nouveau paradigme économique. Nous devons aborder la déconstruction du modèle économique actuel sous l'angle des rapports de sexe. Il nous faut questionner les façons actuelles de produire et de répartir les richesses. Il nous faut revenir à la charge pour revaloriser la contribution des femmes à la production sociale de la société. Il nous faut mettre de l'avant une définition du développement qui inclut la construction du tissu social comme projet essentiel. Celle-ci doit être multidimensionnelle et englober l'ensemble des activités de production salariées ou non.

C'est un projet difficile à mettre en œuvre, car il nous oblige à des questionnements fondamentaux sur le type de société à mettre de l'avant et les rapports femmes-hommes à développer. Notre participation à la vie démocratique doit aller au-delà des réformes même si celles-ci sont nécessaires. Nous devons renouveler et actualiser notre pensée critique de la société. L'ère du partenariat ne doit pas nous faire oublier notre capacité à la dissension. Plus que jamais, il nous faut être radicales, rebelles et critiques. Pour ce faire, nous devons multiplier les lieux de débats et apprendre à construire en tenant compte de la différence.

*Danielle Fournier, présidente  
Relais-femmes*

# La mission de Relais-femmes

## la course

à Relais-femmes

### Collaboratrices pour ce numéro :

Anita Caron  
Nicole Caron  
Danielle Fournier  
Nadine Goudreault  
Sylvie Gravel  
Julie Jacques  
Lyne Kurtzman  
Ginette Lévesque  
Charlotte Thibault

### Coordination, révision des textes et correction :

Nicole Caron  
Ginette Lévesque

### Mise en page :

Manie-mots, d'après un  
concept graphique de  
Tutti Frutti

### Dépôt légal :

Deuxième trimestre 2001

Bibliothèque nationale  
du Québec, 2001

Bibliothèque nationale  
du Canada, 2001

ISBN 2-922561-02-X

### Mission et objectifs de Relais-femmes

Relais-femmes est un organisme féministe sans but lucratif qui oeuvre dans une perspective de changement social et de promotion des droits des femmes et de leurs organisations.

Relais-femmes exerce des activités de recherche, de formation et de consultation destinées prioritairement à ses membres.

Pour réaliser cette mission, Relais-femmes doit :

- Répondre aux demandes de recherche des membres, promouvoir (initier, appuyer et stimuler) la recherche axée sur leurs besoins. Ces recherches sont élaborées en collaboration avec les membres et s'appuient sur une démarche de recherche-action.
- Répondre aux demandes de formation de ses membres, mener sa propre analyse sur les besoins de formation et initier des

formations aux regards des intérêts de ses membres.

- Rendre accessibles les résultats des recherches et le fruit des formations par divers moyens, notamment par les publications.
- Participer à la concertation des groupes de femmes dans l'optique de la mission de Relais-femmes.
- Participer au fonctionnement et au développement du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, lequel est spécialisé sur des questions relatives aux femmes.
- Maintenir un réseau de personnes ressources aptes à donner des conférences ou sessions de formation sur divers aspects de la condition féminine et aptes à travailler avec les groupes sur des questions précises.

## Conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration 2000-2001, élues lors de la dernière assemblée générale de Relais-femmes, en juin 2000, sont :

Présidente : Danielle Fournier, Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF)  
Trésorière : Anne St-Cerny, Fédération du Québec pour le planning des naissances  
Secrétaire : Monique Chartrand, Maison Le Prélude  
Solange Cantin, Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF)  
Marie Drouin, Regroupement québécois des CALACS  
Nadine Goudreault, représentante des employées, Relais-femmes  
Ginette Lévesque, directrice générale, Relais-femmes  
Observatrice : Charlotte Thibault, Protocole UQAM/Relais-femmes, Service aux collectivités, UQAM.

Félicitations et bienvenue aux nouvelles membres.

Nous profitons de l'occasion pour souligner le départ de Lyne Kurtzman, observatrice pour le Protocole UQAM/Relais-femmes, Service aux collectivités, et la remercier chaleureusement de sa contribution à Relais-femmes.

La réalisation de ce numéro de La course à Relais-femmes a été rendue possible grâce à la contribution financière du Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSEPA).

# Vie organisationnelle

## à Relais-femmes

La réflexion entreprise l'année dernière sur l'organisation du travail de l'équipe des permanentes se poursuit toujours. En fait, cette réflexion fait maintenant partie de notre quotidien. Elle est nécessaire pour maintenir un équilibre organisationnel face aux pressions économiques et politiques que nous subissons. Nous pensons bien entendu aux effets de la mondialisation des marchés qui oblige notre société, et par ricochet nos organismes, à entrer dans une logique de compétition et de performance. Nous pensons aussi aux exigences des bailleurs de fonds qui visent de plus en plus l'application d'une logique de résultats où les processus ont peu de place.

À plusieurs reprises, nous avons eu l'occasion de discuter avec les groupes membres de Relais-femmes de cette situation et nous faisons toutes les mêmes constats : l'attribution d'un financement par projet peut avoir une influence sur notre gestion quotidienne, les compétences des travailleuses et le temps alloué au processus de prise de décisions collective et à l'expression des besoins des membres et des travailleuses. Il peut aussi y avoir un impact sur la mission de nos organismes dû à un éparpillement des projets réalisés plutôt en fonction des critères des bailleurs de fonds.

À cela s'ajoutent tous les processus de changement habituel tels que l'apprentissage, la sélection, le conflit, la résolution de problèmes, etc. Il est important de recentrer l'analyse de notre environnement de travail à partir de nos valeurs de base. C'est dans cet esprit que le conseil d'administration et l'équipe de travail se sont donné le mandat de maintenir une structure et une organisation du travail qui reflètent une gestion féministe et respectent la mission, le développement de Relais-femmes et de ses travailleuses.

Notre réflexion se nourrit des recherches que nous menons depuis les dernières années, telles que les recherches sur la gestion féministe, les conditions de travail des contractuelles, l'approche par résultats, etc. Voici quelques changements réalisés au cours des derniers mois.

### **Changement dans la répartition des dossiers**

Les dossiers sont maintenant répartis en fonction de trois axes d'intervention principaux, soit l'économie solidaire, la violence envers les femmes et la gestion dans les groupes de femmes. Ce partage des dossiers permet à la coordonnatrice d'un projet d'être présente à toutes les étapes du projet : financement, recherche, formation, transfert de connaissances, etc. Antérieurement, les dossiers étaient répartis en fonction du volet recherche, formation et concertation.

La réflexion se poursuit sur les diverses fonctions des ressources humaines : la gestion, les descriptions de tâches, les conditions de travail des permanentes et celles des contractuelles, la politique salariale, etc. À suivre...

### **Changement au niveau de l'équipe des travailleuses**

Depuis novembre dernier, Nadine Goudreault assume le rôle de codirectrice communautaire de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes<sup>1</sup> (ARIR) dont les bureaux sont à l'UQAM. Ce projet est financé par le Conseil de la recherche en science humaine (CRSH) pour trois ans. Nadine partage son temps de travail entre l'ARIR et Relais. Elle est responsable des projets d'économie solidaire menés par Relais et des projets initiés dans le cadre de l'ARIR.

Jusqu'à maintenant, ce partage des dossiers a permis un meilleur arrimage des projets, ainsi qu'une meilleure circulation de l'information entre les deux structures. Rappelons que Marcelle Dubé, qui occupait ce poste, a remis sa démission en octobre dernier, pour des raisons personnelles.

Bienvenue à Nicole Caron, nouvelle coordonnatrice de projet. Entrée en fonction en février dernier, Nicole est responsable principalement des dossiers sur la violence envers les femmes. Elle partage son temps de travail entre les dossiers de Relais et ceux développés dans le cadre des activités du CRI-VIFF de l'Université de Montréal et de l'Université Laval<sup>1</sup> (ce qui a été rendu possible par une campagne de financement auprès des communautés religieuses afin de stimuler le milieu des femmes au sein du CRI-VIFF). Nicole possède une longue expérience dans le milieu communautaire et dans les groupes de femmes; elle a travaillé entre autres à L'R des centres de femmes, à l'ICÉA, au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale et, dernièrement, à la Fédération des femmes du Québec.

Soulignons le départ de Maryse Darsigny, coordonnatrice du projet *Sensibilisation, formation et soutien aux intervenantEs des divers milieux*, le 31 mars 2001. Pour la deuxième phase de ce projet, Maryse poursuivra son mandat de coordonnatrice avec un nouveau partenaire et dans un autre lieu.<sup>1</sup> Nous la remercions pour le travail réalisé depuis une année et demie et lui souhaitons bonne continuité.

(voir suite p. 9)

<sup>1</sup> Pour des précisions, voir la rubrique « Nos partenaires ».

# Partenariat

## Alliance de recherche IREF/Relais-femmes

### Égalité, pluralité et solidarité : nouveaux défis de rapports sociaux de sexe

#### Un petit rappel

En juin dernier, nous vous annonçons l'obtention d'une Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) : une victoire dans la reconnaissance économique et politique du travail que nous réalisons depuis 20 ans. Le ciel s'est peu après assombri puisque nous avons dû nous battre à nouveau pour conserver nos acquis. En effet, des instances de l'UQAM y voyaient l'occasion de substituer les ressources plutôt que de nouveaux moyens pour consolider et développer notre mission. Mais nous avons gagné la bataille et avons pu dès lors travailler à l'implantation et à la mise en route du projet.

#### ARUC, ARIR, IREF...

#### Mais qu'est-ce donc que tous ces acronymes ?

En fait, l'ARIR est une ARUC. L'ARIR c'est nous et l'ARUC c'est le programme. Est-ce plus clair ? Blague à part, l'ARIR signifie Alliance de recherche IREF/Relais-femmes alors que l'ARUC signifie Alliance de recherche universités/communautés. Ce dernier est effectivement le nom du programme subventionné par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). L'IREF quant à lui, signifie Institut de recherche en études féministes<sup>1</sup>. Il a ses bureaux à l'UQAM, tout comme l'ARIR et est notre partenaire dans cette belle aventure !

#### Un nouveau cadre partenarial au service de la même mission

Pour Relais-femmes, l'ARIR constitue une avancée majeure dans la reconnaissance des pratiques partenariales de

recherche dont il a fait, au fil des ans, l'étude et la promotion à titre de groupe ressource. L'obtention de l'ARIR lui donne accès aux conditions matérielles et structurelles nécessaires à la consolidation et à l'intensification d'activités qui sont au cœur de sa mission.

L'ARIR est en fait un nouvel outil entre les mains des groupes de femmes pour exercer des activités de recherche et de formation dans une perspective de changement social et de promotion des droits des femmes et de leurs organisations et ce, à travers une pratique de partenariat avec des universitaires.

#### Un thème, des axes et des questions...

L'ARIR, c'est un projet qui s'articule tant dans sa structuration que dans sa programmation autour du thème *Égalité, pluralité et solidarité : nouveaux défis des rapports sociaux de sexe*. C'est également trois axes de travail pour mettre en action ce thème soit la **famille**, l'**économie** et le **politique et la citoyenneté**. Nous avons choisi de travailler plus spécifiquement trois questions qui traversent chacun de ces axes. La première soulève toutes les difficultés et enjeux pour le mouvement féministe à vivre et à travailler avec les tensions existantes en son sein entre l'universalité et les particularités, entre la diversité et la solidarité et entre la pluralité et la démocratie. La deuxième pose la question de l'égalité dans un monde en mutation et, enfin, la troisième se penche sur la mise en œuvre d'actions transformatrices sur le terrain.

#### C'est bien beau tout ça, mais plus concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

Pour actualiser ses objectifs, l'ARIR a choisi de consacrer la moitié de son budget aux activités liées à sa programmation. Celle-ci comportera des activités de recherche, de formation et de transfert de connaissances en vue d'étendre et de consolider des collaborations déjà établies et de susciter de nouvelles initiatives dont, entre autres, l'organisation de colloques annuels, de débats-midi, d'ateliers itinérants de transfert des connaissances et de formations. L'autre moitié de son budget va au support financier de projets qui peuvent être présentés sous trois volets : démarrage, réalisation et activités de transfert de connaissances.

Une structure que nous voulons souple a été mise en place pour évaluer les projets. L'acceptation des projets relève du comité conjoint de l'ARIR qui est un comité paritaire. Il se réunit aux six semaines environ. Les projets sont présentés par l'entremise de formulaires courts et simples. Par ailleurs, un soutien pour la présentation des projets est disponible.

#### Des illustrations de réalisations et de soutien...

Pour illustrer plus concrètement les activités soutenues ou réalisées par l'ARIR voici quelques exemples :

- Un atelier portant sur le partenariat : ses enjeux et ses défis ;
- Un appui au projet de recherche *Les femmes et la diversité ethno-culturelle à Montréal* (Table des groupes de femmes de Montréal) ;

- Un séminaire – à bord d'un autobus en direction de New York – pour initier une réflexion en lien avec notre première question thématique et mettre en contact universitaires et groupes de femmes, dans ce climat exceptionnel de lutte politique et de fête militante qu'a représenté la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 ;

- Un appui au projet de colloque *Femmes au mitan de la vie* (Nouveau-Départ) ;

- Un appui au projet de colloque *Parentalité gaie et lesbienne : familles en marge* (Danielle Julien et le Comité famille et qualité de vie des gais et lesbiennes de l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM), filiale de Montréal) ;

- Un appui au projet de recherche sur l'implication politique des jeunes femmes (Anne Quéniart, Jocelyne Lamoureux et le comité Jeunes de la FFQ).

#### ...et aussi des activités à venir

Ces réalisations ne sont que quelques exemples d'activités qui ont eu cours. Nous espérons que de nombreuses autres activités dont vous serez peut-être les initiatrices continueront à voir le jour ou à être soutenues dans le cadre de l'ARIR. Je vous invite à consulter la rubrique « Dates à surveiller » pour connaître les activités qui viennent.

L'ARIR c'est par-dessus tout une synergie à créer, à développer et à consolider entre les groupes de femmes et le milieu universitaire !

Nadine Goudreault  
Relais-femmes

<sup>1</sup> L'IREF est le lieu de développement, de coordination et de promotion des activités de transfert des connaissances, de formation et de recherche dans le champ des études féministes à l'UQAM. Il regroupe actuellement 205 membres, tout statut confondu.

<sup>2</sup> Ce comité est constitué de deux représentantes de groupes membres de Relais-femmes : Nouveau-départ et la société Elizabeth Fry, de deux représentantes de l'IREF, Ruth Rose et Micheline de Sève, et du comité de direction composé de la directrice universitaire, Francine Descarries, de la directrice communautaire, Nadine Goudreault, et de la coordonnatrice, Lyne Kurtzman.

# Partenariat

## Protocole UQAM/Relais-femmes

Depuis 1982, il existe entre Relais-femmes et l'UQAM une entente (un protocole) qui permet aux groupes de femmes un accès privilégié aux ressources universitaires. Relais-femmes obtient donc pour ses groupes membres des services de formation, de recherche ou de consultation adaptés à leurs besoins. Dans ce cadre, il est possible de dégrever un professeur pour faire des formations ou encore de trouver du financement pour des recherches particulières.

Depuis 19 ans, plusieurs centaines d'activités ont été mises sur pied par l'intermédiaire de ce protocole qui permet une concertation des groupes de femmes et des professeurs. Le lieu d'insertion du Protocole UQAM/Relais-femmes est le Service aux collectivités (SAC) de l'UQAM. Cinq femmes ont assuré la coordination régulière du Protocole depuis sa mise sur pied en 1982 : Léa Cousineau, Marie-Hélène Côté, Lyne Kurtzman, Martine Blanc et, finalement, moi-même, Charlotte Thibault.

À titre d'exemples, voici quelques recherches terminées récemment ou en cours de réalisation : *Évaluation-bilan des questionnaires nationaux de la Marche mondiale*, Micheline Labelle et Micheline DeSève (UQAM) ; *Analyse de la charge de travail, du stress mental et des conditions générales de travail des travailleuses des maisons d'hébergement*, le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale et Karen Messing (UQAM) ; *Engagement politique des jeunes femmes*, le Comité jeunes de la FFQ, Relais-femmes, Anne Quéniard, Jocelyne Lamoureux et Julie Masse (UQAM) ; *Femmes membres des instances décisionnelles*, la Table femmes du Conseil régional de développement de l'Île de Montréal et Danielle Maisonneuve (UQAM).

À titre d'exemples voici quelques formations en cours ou en élaboration au protocole : *Instruments inter américains de protection des droits de la personne*, Relais-femmes et Lucie Lamarche (UQAM) ; *Approche par résultats dans les demandes de financement* : nouvelles logiques, nouvelle culture ? Relais-femmes et Louise Gaudreau (UQAM) ; *Empowerment dans les groupes de femmes*, PROMIS et Ginette Berteau (UQAM) ; *Formation à distance*, AFEAS, le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, Relais-femmes, le CDEACF et Nicole Lebrun (UQAM).

Pour avoir accès aux services du SAC, le processus est simple. Communiquez directement avec les travailleuses de Relais-femmes, soit : Nicole Caron (pour tous les dossiers concernant la violence faite aux femmes), Nadine Goudreault (pour les dossiers concernant l'économie solidaire) ou Ginette Lévesque (pour les projets en gestion des groupes). Vous pouvez également communiquer directement avec moi, au Service aux collectivités de l'UQAM.

Nous procéderons à l'évaluation de vos besoins en recherche ou en formation. J'identifierai la ressource universitaire pouvant répondre aux besoins de votre groupe. Le groupe et le-la professeur-e seront accompagnés tout au long de la démarche.

Charlotte Thibault  
Agente de développement  
Service aux collectivités de l'UQAM

Nicole Caron : (514) 878-1212, poste 214  
Nadine Goudreault : (514) 878-1212, poste 215  
Ginette Lévesque : (514) 878-1212, poste 213  
Charlotte Thibault : (514) 987-3000, poste 4879

# Partenariat

## Du nouveau au CRI-VIFF

### Un partenariat entre universités et milieux d'intervention sur le thème des réponses sociales à la violence envers les femmes

L'année 2001 donnera un nouveau souffle au Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF), puisqu'elle verra l'implantation du Consortium Résovi (**R**éponses **s**ociales à la violence envers les femmes), projet qui vient d'obtenir une subvention d'infrastructure du programme Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Mais avant d'en dire plus au sujet de Résovi, quelques mots sur le CRI-VIFF.

#### **Le CRI-VIFF : un centre de recherche fondé sur le partenariat**

Le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF) a développé, depuis sa création en 1992, une expérience de partenariat unique entre milieux universitaires et d'intervention, et cela bien avant que ce type de partenariat soit à la mode. Depuis ses débuts le CRI-VIFF se caractérise par des activités de recherche, de formation et de diffusion conçues et réalisées en étroite collaboration avec les organismes du milieu. Les interrogations et les besoins de nos partenaires<sup>1</sup> en termes de formation et de transfert des connaissances s'actualisent dans des projets de recherche, de formation, des séminaires, des colloques et des conférences dans les milieux. Par ailleurs, le CRI-VIFF a adopté une structure de fonctionnement basée sur la parité entre les partenaires des milieux universitaires et des milieux de pratique institutionnels et communautaires. L'implication de

Relais-femmes remonte à la création du CRI-VIFF, à titre de partenaire fondateur.

#### **But du CRI-VIFF**

Depuis sa mise sur pied, les partenaires du CRI-VIFF multiplient leurs efforts pour contribuer de façon significative au développement d'une approche globale de la recherche dans le domaine de la violence. Dans cette perspective, la compréhension du phénomène de la violence et l'action par rapport à cette problématique s'insèrent sur un continuum dont l'objectif premier est la prévention de la violence faite aux femmes. Le but du programme de recherche du CRI-VIFF vise donc : 1) à acquérir une plus grande compréhension du phénomène de la violence familiale et de la violence faite aux femmes; et 2) à contribuer au développement de modes d'intervention novateurs et efficaces dans le domaine de la prévention de la violence familiale et de la violence faite aux femmes.

#### **Trois groupes au cœur du CRI-VIFF**

Le CRI-VIFF regroupe trois unités spécifiques : l'Équipe VICTOIRE, l'Équipe Hommes, Violence et Changements et, depuis le début de l'année, le Consortium Résovi.

L'Équipe VICTOIRE (Violence conjugale : transformer et orienter par l'intervention et la recherche), qui existe depuis 1996 grâce à une subvention de fonctionnement d'équipe du Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS), regroupe des universitaires et des représentantes ou représentants de maisons

d'hébergement, de CLSC et de ressources pour conjoints violents. VICTOIRE vise à contribuer de façon significative au développement et au transfert des connaissances dans le domaine de la violence conjugale. Entre autres, cette équipe a mené des travaux sur la mesure de la violence psychologique entre conjoints et ses représentations selon le genre, les déterminants de la persévérance des conjoints violents en traitement, l'impact d'un protocole de dépistage systématique de la violence conjugale en CLSC et les facteurs de protection associés aux enfants exposés à la violence conjugale.

Au printemps 2000, l'Équipe Hommes, violence et changement était mise sur pied par cinq chercheurs à la suite d'une subvention du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR). Leurs travaux sont axés sur les modalités d'intervention et de prestation des services auprès des hommes en difficulté et en particulier des hommes ayant des comportements violents, la portée des interventions effectuées par les professionnels et les groupes communautaires sur ces hommes qui recourent à leurs services, et sur la transformation des normes et des rôles sociaux des hommes et leur incidence sur la violence.

Enfin, depuis le début de l'année, le Consortium Résovi s'est ajouté à ces deux groupes de recherche du CRI-VIFF.

## Résovi : un nouveau partenariat sur le thème des réponses sociales à la violence envers les femmes

Le Consortium Résovi est le fruit d'un nouveau partenariat entre milieux universitaires et différents secteurs d'intervention intéressés par les réponses sociales à la violence envers les femmes. Les partenaires universitaires de Résovi sont l'Université de Montréal et l'Université Laval, et le partenariat avec la communauté, tout en tablant sur des liens solidement établis avec les CLSC et les groupes de Relais-femmes oeuvrant en violence, s'est élargi. La Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec, la direction de la Santé publique de Québec, l'Association des ressources intervenant auprès des hommes violents, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes, le Bureau des substituts du procureur général du district de Montréal et le ministère de la Justice du Québec sont aussi des partenaires de Résovi.

### Objectif général

L'objectif général du Consortium Résovi est d'éclairer les différents secteurs d'intervention dans le développement et la mise en application des réponses les plus appropriées pour prévenir la violence envers les femmes, éviter sa récurrence et atténuer ses impacts négatifs. Des objectifs spécifiques touchent les trois volets du programme d'activités de Résovi.

**Dans le volet recherche**, son objectif est de concevoir et réaliser des recherches fondées sur un partenariat entre le milieu universitaire et les milieux d'intervention en vue d'apporter des réponses aux préoccupations persistantes ou en émergence dans les pratiques des différents secteurs concernés par la violence envers les femmes et dans les études sur cette problématique.

**Dans le volet formation**, son objectif est de développer et d'offrir conjointement avec nos différents partenaires des activités de formation dans les milieux professionnels et de distribution des services et d'enrichir les programmes universitaires de formation professionnelle, aux plans des contenus et de la participation des milieux de pratique.

**Dans le volet diffusion**, son objectif est de diffuser, par des moyens appropriés aux milieux scientifiques, de décision et d'intervention, les connaissances et les pratiques ayant démontré leur pertinence et leur efficacité dans la prévention de la violence et de sa récurrence, ou leur utilité dans le traitement de ses conséquences.

### Axes du programme de recherche, de formation et de diffusion

Les principales questions en émergence dans les milieux qui interviennent dans la prévention de la violence envers les femmes et dans l'intervention auprès des victimes et des agresseurs ont conduit les partenaires de Résovi à articuler autour de deux axes complémentaires le programme de recherche, de formation et de diffusion qu'ils travailleront conjointement à développer et à réaliser pour atteindre leurs objectifs.

Le premier axe concerne **l'analyse et l'évaluation des réponses sociales à la violence envers les femmes et le développement de nouvelles pratiques**, en considérant les contextes historiques, politiques et sociaux dans lesquels la violence se manifeste. Le deuxième axe porte sur **les questions en émergence dans les milieux de pratique et de recherche par rapport à la problématique de la violence envers les femmes**, puisque l'amélioration des réponses sociales à cette violence exige le développement des connaissances sur les aspects les plus complexes et les moins connus du problème.

## Pour en savoir plus ou pour collaborer avec Résovi ou avec le CRI-VIFF

Si vous souhaitez nous faire part de vos préoccupations en matière de recherche, de formation ou de diffusion des connaissances; de votre intérêt à participer à une recherche ou une activité de formation ou diffusion; ou encore si vous désirez recevoir la liste de nos publications et de nos prochaines conférences, n'hésitez pas à nous contacter.<sup>2</sup> Il nous fera plaisir de connaître vos suggestions et commentaires et, qui sait, peut-être ces échanges porteront-ils fruits en termes de recherche, d'activités de formation ou d'activités de transfert de connaissances à développer et à réaliser.

Sylvie Gravel, coordonnatrice  
CRI-VIFF et Consortium Résovi

<sup>1</sup> Les partenaires du CRI-VIFF sont l'Université de Montréal, l'Université Laval, l'École de service social de l'Université McGill, l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec (anciennement la Fédération des CLSC) et Relais-femmes.

<sup>2</sup> À Montréal :

Téléphone : (514) 343-5708  
Télécopieur : (514) 343-2493  
Courriel : cri-viff@esersoc.umontreal.ca

À Québec :

Téléphone : (418) 656-3286  
Télécopieur : (418) 656-3309  
Courriel : criviff@fss.ulaval.ca

À Relais-femmes :

Téléphone : (514) 878-1212, poste 214  
Télécopieur : (514) 878-1060  
Courriel : ncaron@relais-femmes.qc.ca

# Partenariat

## Réseau féministe pour un renouvellement des thèmes et pratiques en matière de répartition des richesses

À la suite d'ateliers tenus en 1998 et 1999, un réseau de recherche stratégique a pris forme. Ce réseau a pour objectif d'explorer de quelle façon un renouvellement des théories économiques et politiques peut contribuer au développement d'un projet démocratique de société et à la transformation des rapports sociaux de sexe.

J'ai le plaisir d'assumer, avec six cochercheures, une professionnelle de recherche et en partenariat avec Relais-femmes et le Service aux collectivités de l'UQAM, la coordination des activités initiées en vue de ce réseautage. Les six cochercheures sont : Lucie Lamarche (Sciences juridiques, UQAM); Marguerite Mendell (École des affaires publiques et communautaires, Concordia); Sylvie Morel (Relations industrielles, Université Laval); Francine Saillant (Anthropologie, Université Laval); Nicole Thivierge (Sciences humaines, UQAR); Marielle Tremblay (Sciences humaines, UQAC). Nadine Goudreault représente Relais-femmes et Charlotte Thibault le Service aux collectivités de l'UQAM. Anick Druelle assure, à titre de professionnelle de recherche, une large partie de l'infrastructure de ce réseau.

Une douzaine de chercheures de différentes disciplines apportent leur contribution à cette démarche de réseautage. Des représentantes de tables de concertation régionale et de conseils régionaux de développement et d'économie sociale participent également aux échanges et aux travaux.

Au moment où vous recevrez ce bulletin, un premier atelier aura eu lieu à Chicoutimi les 5 et 6 avril. Il a pour thème : *Régionalisation et démocratie : les défis d'une citoyenneté active pour*

*les femmes*. Deux autres ateliers sont actuellement en préparation : l'un qui aura lieu à Québec, les 21 et 22 février 2002 et qui portera sur les effets pour les femmes de la restructuration du système de santé; l'autre, à Montréal, à l'automne 2002, sur la problématique des droits économiques et sociaux en regard de la pauvreté, de la situation de l'emploi et des mesures sociales.

Chacun de ces ateliers s'inscrit dans une perspective de transformation des rapports sociaux de sexe et interroge l'impact de la mondialisation sur les mesures qui président à la répartition

des richesses aux plans local, régional, national et international. Les données consignées, lors de ces rencontres, serviront d'assises à un colloque international qui d'ailleurs aura pour objet d'explorer, à l'été 2003, diverses avenues visant l'adoption et l'application de politiques pouvant assurer aux femmes la pleine reconnaissance de leurs droits socio-économiques et leur réelle participation à tous les paliers de la vie sociale, économique et politique.

*Anita Caron, chercheure principale du Réseau, UQAM*

# Partenariat

## Sensibilisation, formation et soutien des intervenantEs des divers milieux

Depuis trois ans, la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre finance ce projet dont l'objectif principal est de concevoir des contenus, des outils et des processus de formation qui permettent aux intervenantEs de différentes approches en matière de violence faite aux femmes de développer une analyse commune des problématiques dans une perspective intersectorielle. Le comité de gestion est composé de représentantes des trois tables de concertation en violence de Montréal, soit le Comité d'action femmes et sécurité urbaine (CAFSU), la Table de concertation en matière d'agressions à caractère sexuel et la Table de concertation en matière de violence conjugale du territoire de la Communauté urbaine de Montréal, de la coordonnatrice du projet, Maryse Darsigny, et de Nadine Goudreault de Relais-femmes.

Relais-femmes s'est toujours impliqué avec beaucoup d'intérêt dans ce partenariat intersectoriel. Il a participé à son évolution et, malgré les difficultés rencontrées de part et d'autres, Relais-femmes en retire une expérience des plus profitables. Au terme de cette première phase du projet, Relais-femmes a préféré se retirer considérant qu'il ne pourra pas poursuivre adéquatement son travail de partenariat à court terme. Nous continuons de croire intensivement à ce projet et nous souhaitons au comité de gestion toute la chance nécessaire dans ses démarches et dans la réalisation de sa programmation future. À partir du 1<sup>er</sup> avril, la coordonnatrice du projet, Maryse Darsigny, installera son bureau de travail dans les locaux du YWCA et y poursuivra les activités du projet.

*Ginette Lévesque  
Relais-femmes*



# L'engagement politique des jeunes femmes : une réalité à découvrir

Dans un contexte où l'on parle plutôt de dépolitisation, de non-participation des jeunes, et notamment des femmes, à la vie de la cité, une recherche sociologique sur les pratiques de citoyenneté des jeunes femmes (18-30 ans) est en cours, sous la direction de Anne Quéniart et de Jocelyne Lamoureux, en partenariat avec le comité jeunes de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et sous le protocole UQAM/Relais-femmes.

L'objectif général de cette recherche est de dégager le sens que revêt l'engagement politique des jeunes femmes, d'analyser leurs motivations de même que la trajectoire les ayant amenées à militer et de mettre au jour leurs perceptions de la société québécoise. Elle vise aussi à comprendre pourquoi certaines font le choix de s'engager dans un parti politique, alors que d'autres s'investissent au comité jeunes de la FFQ et que d'autres encore préfèrent militer dans un autre type de groupe, aux intérêts les plus variés. Trente entrevues seront réalisées à l'intérieur de ces trois types de groupes.

Cette recherche permettra de dégager le sens que prend le pouvoir pour ces jeunes femmes et la façon dont elles entendent l'exercer. Elle fera également ressortir la place de l'engagement politique par rapport aux autres sphères de la vie de ces jeunes (le travail, les études, la famille et les rapports amoureux). Notre partenaire, le comité jeunes de la FFQ veut aussi réfléchir, plus généralement, sur la

place et la représentation des femmes dans les diverses sphères de la société, et notamment le domaine de l'action politique. Diverses questions, soulevées par les membres actives de ce comité jeunes, sont d'ailleurs à l'origine de ce partenariat.

L'originalité du projet se mesure au fait que peu d'études se sont attardées à observer la participation réelle, « en acte » des jeunes, du moins au Québec, et qu'aucune ne s'est penchée spécifiquement sur les jeunes femmes. Plusieurs études se sont intéressées soit aux femmes en politique et aux élues (Tardy 1996, Tremblay et Pelletier 1995, Tremblay 1999), soit aux jeunes en général et à leur rapport au politique (Borredon 1997, Bréchon 1995, Charbonneau 1994, Gauthier 1999, Percheron 1991, Muxel 1991). Notre recherche participera donc à accroître la connaissance à l'intérieur de ces deux champs.

*Julie Jacques, étudiante à la maîtrise en sociologie, UQAM*

## Vie organisationnelle à Relais-femmes

*(suite de la p. 3)*

### **Le travail en partenariat**

L'implication directe de Relais-femmes au sein de partenariats aussi importants que l'ARIR, le CRI-VIFF et le Protocole UQAM/Relais-femmes du Service aux collectivités de l'UQAM est extrêmement enrichissante et formatrice de projets.

Nous maintenons toujours des liens privilégiés avec la Table communautaire sur le dépistage du cancer du sein et le Réseau féministe pour un renouvellement des thèmes et pratiques en matière de répartition des richesses.

Le travail de concertation prend ici tout son sens. Relais le réalise en tenant compte des cultures et intérêts différents et du développement de la cohésion dans le respect de la diversité. C'est grâce à la capacité des membres de l'équipe de Relais et à celle de ses partenaires de travailler dans différentes structures organisationnelles, à leur polyvalence et à leur souplesse que nous relevons le défi du partenariat.

*Ginette Lévesque  
Relais-femmes*

# Des nouvelles de Beijing +5

Les membres du comité québécois de Beijing +5 ont été fort actives depuis un an, particulièrement entre mars et octobre 2000. Elles avaient les objectifs suivants : préparer des outils d'information et de formation pouvant être utilisés par les groupes lors de la conférence sur Beijing +5, coordonner la participation québécoise à cet événement et faire le lien avec la Marche des femmes en l'an 2000.

## Préparer des outils d'information et de formation pouvant être utilisés par les groupes lors de la conférence

Il y a eu une étroite collaboration entre les membres du comité et Netfemmes pour outiller les participantes à la conférence. Entre autres, Netfemmes a créé sur son site internet une section portant sur Beijing +5. Ainsi, des messages électroniques ont permis aux femmes de connaître les processus international et canadien, tant gouvernementaux que non gouvernementaux (ONG), les moyens de participer à la conférence, les sites à consulter, etc.

Pour préparer et assurer le suivi des différents événements, j'ai organisé et animé plusieurs listes de discussions et assuré régulièrement les mises à jour de plusieurs sites, pour ensuite retransmettre les principales informations aux femmes concernées. Certains jours, je pouvais recevoir plus de 150 messages. Aussi, la veille informatique a-t-elle pris une importance imprévue.

L'ensemble du processus a peu été couvert mondialement par les médias, l'Internet a donc joué un rôle d'information majeur pour les groupes. Toutefois, Françoise Guénette, journaliste bien connue du mouvement des femmes québécois, était présente à l'assemblée générale spéciale et a fait paraître un article dans la *Gazette des femmes*.

## Coordonner la participation québécoise

Le Comité a fait connaître aux Québécoises les activités internationales auxquelles elles pouvaient participer et stimuler les candidatures pour les postes financés par le gouvernement fédéral par l'entremise de la *Feminist Alliance for International Action* (FAFIA). Il a fallu s'assurer que les Québécoises désireuses d'être accréditées et de s'inscrire à la Conférence suivent les mécanismes prévus par les Nations Unies.

Pour permettre une meilleure participation aux rencontres de mars et de juin, des sessions de formation ont été organisées. À la suite de la rencontre de mars, le comité a aussi tenu une session de *debriefing*.

Une des retombées intéressantes de cette session a été, entre les deux rencontres, l'écriture d'un texte sur la montée de la droite. Anick Druelle, encadrée par des chercheuses de l'UQAM, a préparé le seul texte d'analyse en français sur les groupes de droite à Beijing+5. Ce texte a fait le tour du monde et a été utilisé tant par les ONG que par les délégations officielles. L'analyse a été grandement appréciée, même les groupes de droite l'ont commentée sur internet. FAFIA en a financé la traduction anglaise.

Un jumelage informel s'est établi entre les participantes qui se connaissaient déjà et pouvaient s'entraider sur place. Comme j'ai été sur place pendant les trois semaines du mois mars et les deux semaines de juin, j'ai aussi pu guider les nouvelles arrivantes et m'assurer de leur présence à différents milieux de débat.

À chaque fois que cela était possible, le comité s'est assuré d'une participation active des francophones dans les activités de recherche de FAFIA et dans la préparation des outils de communication.

## Les participantes

Les Québécoises ont eu une présence exceptionnelle et stratégique aux rencontres de mars et juin, mais nous ne pouvons malheureusement faire ici une liste de celles qui ont contribué au succès de ces rencontres. Toutefois, si cela vous intéresse, vous pouvez en faire la demande à Relais-femmes.

## Faire les liens avec la Marche des femmes en l'an 2000

Un important travail a été réalisé pour faire le lien entre les revendications internationales de la Marche et ce qui pouvait être revendiqué pendant la conférence de Beijing+5.

En mars, j'ai réalisé, avec Anick Druelle, un premier document qui indiquait où insérer les revendications de la Marche dans le texte de négociation. Il a été utilisé par les représentantes de la Marche lors des négociations avec le gouvernement canadien. Il a servi pour un atelier à New York et a été distribué à toutes les ONG canadiennes et membres de la Marche présentes à New York, au Comité de coordination de la Marche et au comité de liaison internationale.

J'ai aussi assuré des liens entre les membres du Comité québécois et du Comité de stratégie internationale de la Marche. Pendant l'été 2000, un travail d'analyse s'est fait pour identifier, parmi les gains de Beijing+5, Copenhague+5 et d'autres textes de l'ONU, les liens à faire avec les revendications de la Marche pour préparer la rencontre d'octobre 2000

# Formations

avec M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, et rédiger la lettre qui lui était adressée. Une équipe a aussi préparé les intervenantes et le contenu de leurs interventions pour la rencontre des représentantes de la Marche à l'ONU, le 17 octobre 2000.

Le travail sur le plan international devra se poursuivre dans les prochaines années. En effet, cette année, en plus d'une conférence sur le racisme et les différentes formes de discrimination, l'ONU prépare déjà Beijing+10...

## Pour plus de renseignements :

Le texte sur la droite peut être consulté sur le site de Netfemmes :

[www.netfemmes.cdeacf.ca/documents/](http://www.netfemmes.cdeacf.ca/documents/)

L'intervention de Françoise David et le bilan de la rencontre à l'ONU peuvent être lus sur le site de la Marche :

[www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/index.html](http://www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/index.html)

On peut lire le texte négocié à Beijing+5 sur le site de l'ONU :

[www.un.org/french/womenwatch/followup/beijing5/index.html](http://www.un.org/french/womenwatch/followup/beijing5/index.html)

On peut s'informer plus largement sur le rôle des ONG et les suites de Beijing+5 sur le site de Women Action :

[www.womenaction.org](http://www.womenaction.org)

*Charlotte Thibault  
cthimbau@total.net*

## Formation de formatrices à l'analyse différenciée selon les sexes Où en sommes-nous?

La deuxième et dernière tranche du projet de formation de formatrices à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est bel et bien entamée depuis mars dernier. Rappelons qu'il s'agit d'un projet de formation de formatrices axé sur les approches gouvernementales et paragouvernementales de l'ADS qui intègre une démarche pédagogique de formations dans les régions du Québec et que quatre professeures de l'UQAM sont associées à ce projet initié par Relais-femmes au lendemain de Beijing 1995 : Micheline de Sève, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes ; Winnie Frohn, département d'études urbaines et touristiques ; Ruth Rose, département de sciences économiques et Nancy Guberman, École de travail social.

Entre mars et novembre 2001, ces professeures donneront en coformation avec des formatrices de groupes de femmes (des femmes qui ont suivi la première formation) au moins huit formations en régions qui rejoindront quelque 120 femmes du mouvement des femmes à travers le Québec. Dans un premier temps, ces formations seront axées sur deux des trois champs d'intervention analysés jusqu'à présent, soit le développement régional et local et la santé, ces champs ayant été choisis par les participantes en raison de leur caractère d'actualité. Mettant le foyer sur les enjeux pour les femmes, les participantes seront amenées, selon le cas retenu, à intégrer une ADS dans la préparation ou l'évaluation d'un Plan local d'action concertée pour l'économie et l'emploi (PLACÉE) ou sur un aspect de la Politique de Révision du cadre de référence pour les services à domicile et le support aux familles. Micheline

de Sève, Ruth Rose, Ginette Lévesque et Lyne Kurtzman sont associées également à cette démarche et mettent leurs énergies à la finalisation et à l'édition des instruments pédagogiques.

Les services du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP) en collaboration avec la Coopérative de travail ILLICO ont été retenus en novembre 2000 pour produire des versions simplifiées de ces outils afin de répondre aux besoins exprimés lors de l'évaluation du volet « théorique » de la formation des formatrices qui s'est tenu les 18 et 19 avril, 3 et 4 mai 2000 et 12 janvier 2001. Ceux-ci seront probablement disponibles dans leur version finale à la fin du moins d'avril à Relais-femmes.

Ils prennent la forme de deux documents. Le premier est d'ordre général, il présente cinq approches gouvernementales et paragouvernementales de l'ADS, un tableau comparatif de ces différentes approches et quelques instruments critiques pour pousser plus loin la réflexion. On y trouve également un texte qui permet de se familiariser avec les principales sources de statistiques au Canada et au Québec. Le second document est un outil d'animation destiné aux formatrices des groupes de femmes et renferme toute une gamme d'exercices et de mises en situation qui rendent « digestible » cette question de l'ADS à travers notamment trois applications dans différents domaines, santé, développement régional et local et sécurité du revenu.

*Lyne Kurtzman, coordonnatrice  
ARIR*

*(voir suite des Formations  
pages suivantes)*

# Formations

(suite)

## « Qu'est-ce que le féminisme? » : une formation disponible sur demande

Cette formation est disponible maintenant depuis plus de deux ans. Elle présente les caractéristiques des courants féministes et cherche à faire prendre conscience aux participantes de leurs pratiques en regard de ces courants et de la mission de leurs groupes respectifs.

La formation est offerte par Louise Toupin ou Lucie Bélanger sous forme d'un atelier de quelques heures ou d'un séminaire d'une journée.

## « Les pratiques démocratiques dans les groupes de femmes »

Grâce à un financement du ministère de l'Éducation du Québec, une formation de formatrices sur les pratiques démocratiques dans les groupes de femmes débutera cet été. Cette formation fait suite à la recherche sur la gestion démocratique dans les groupes de femmes menée avec l'R des centres de femmes. Les formatrices devraient être en mesure d'entreprendre leur tournée de formation dans les régions de Montréal, Laval et la Montérégie en septembre 2002. Cette activité permettra aux participantes d'expérimenter des étapes d'un processus démocratique, de la prise de parole à la délibération, jusqu'à la mise en action de la décision.

Danielle Fournier, Université de Montréal et Nancy Guberman, Université du Québec à Montréal, sont les chercheuses principales de ce projet. Dossier à suivre.

## « Conditions de travail des contractuelles »

Faisant suite à la recherche *Une politique de travail pour les travailleuses contractuelles dans les groupes de femmes*, un projet de formation auprès des groupes de femmes dans les régions du Québec est en développement avec les professeures Michelle Duval et Nancy Guberman, de l'UQAM. La formation sera le lieu d'une réflexion sur la question de la gestion des ressources humaines versus la gestion humaine des ressources à travers les conditions de travail dans les groupes de femmes. Dossier à suivre.

## « L'approche par résultat dans les demandes de financement : nouvelle logique, nouvelle culture ? »

Cette formation offre aux participantes la possibilité de travailler à une demande de financement de leur choix selon une approche par résultat tout en respectant la mission de leur organisme. La formatrice présente des notions de base sur l'identification d'indicateurs de résultats et apporte un support pédagogique.

Malgré le franc succès des sessions de formation dispensées depuis deux ans, plusieurs groupes n'ont pu y participer. C'est donc pour répondre à la grande demande que Louise Gaudreau, professeure conceptrice de la formation, le Service aux collectivités de l'UQAM et Relais-femmes travaillent actuellement à un projet qui favoriserait une formation de formatrices dans les différentes régions du Québec. Dossier à suivre.

## Rentabilité sociale des pratiques des groupes de femmes... une bonne nouvelle dans ce dossier :

Le rapport de recherche *Des indicateurs socio-communautaires pour estimer le travail des femmes dans les communautés* est maintenant disponible après une attente qui nous a semblé interminable ! Le rapport est disponible sur le site de Condition féminine Canada à l'adresse suivante : <http://www.swc-cfc.gc.ca>

## Une bonne nouvelle n'arrive jamais seule...

Dans la foulée de la recherche sur les indicateurs de rentabilité sociale, Relais-femmes a développé, en s'adjoignant les services de Josée Belleau et de Lise Noël, une démarche de formation dynamique et fort intéressante sur la question. Pour vous mettre l'eau à la bouche, voici les objectifs de la formation : se familiariser avec une vision communautaire et féministe de la rentabilité sociale; prendre connaissance de la situation de sous-valorisation du travail des femmes dans la communauté et de la reconnaissance inadéquate de cet apport à l'économie; s'exprimer et confronter nos opinions et expériences au sujet de la rentabilité sociale de situations ou projets en lien avec l'économie sociale et le développement local.

Cette formation est toujours disponible, contactez-nous ! Suite aux formations données, nous publierons un guide d'accompagnement de la démarche pour soutenir les groupes dans la poursuite de leurs réflexions et de leur travail de développement d'indicateurs socio-communautaires de rentabilité sociale.

Nadine Goudreault  
Ginette Lévesque  
Relais-femmes

# Publications – outils – rapports

## **L'économie sociale et la lutte contre l'appauvrissement des femmes**

Anita Caron, Amick Druelle, Nadine Goudreault, Charlotte Thibault et Marielle Tremblay (dir.). Avril 2001. Coédition avec le Réseau féministe de chercheuses et d'intervenantes pour un renouvellement des théories et pratiques économiques et politiques pour la redistribution des recherches. 126 p.  
Prix : 10 \$

---

Ce recueil de textes donne suite aux travaux menés dans le cadre des ateliers de recherche stratégique sur l'économie sociale et la lutte contre l'appauvrissement des femmes tenus les 15 et 16 octobre 1998 et les 10 et 11 juin 1999 à Montréal. Les onze textes rassemblés dans ce document proposent des définitions, des constats, des analyses qui pourront être utiles aux intervenantes et aux chercheuses qui sont à la recherche de pistes pouvant alimenter leur réflexion et leur action concernant les enjeux, pour les femmes, de l'implantation sur les plans organisationnel et communautaire, de pratiques d'économie sociale. On y aborde divers aspects ayant trait à l'économie sociale, à l'appauvrissement des femmes, aux rapports sociaux de sexe, à l'équité dans l'emploi, à des théories économiques hétérodoxes.

## **L'intégration multidimensionnelle des jeunes. Rapport de recherche.**

Danielle Fournier, Sonia Desmarais et Anne-Marie Royer. Mars 2001. 117 p.  
Prix : 12 \$

---

Cette recherche explore des pistes de réflexion pour une intégration des jeunes femmes et hommes, en partant de l'hypothèse que les dimensions économique, sociale, politique et symbolique de l'intégration seront articulées différemment selon le sexe. Les jeunes, avec leurs cheminements respectifs, sont au cœur des préoccupations de cette recherche. Enfin, certains éléments se dégagent pour favoriser une meilleure intégration durable des filles et des garçons.

## **Si la vie m'était contée autrement. Guide de réflexion pour les femmes sur les mouvements de la vie, les pertes et les rituels**

Johanne Marcotte et Renée Quimet (dir.). Mars 2001. La Table communautaire d'information sur le dépistage du cancer du sein de Relais-femmes. 41 p.  
Gratuit pour la région de Montréal et les groupes membres.

---

À travers ce livret, nous nous interrogeons sur la façon dont sont vécus les pertes, les souffrances, la mort, les fluctuations de la santé, les mouvements de la vie. À travers des textes et des exercices, nous remettons en question le fait que la maladie ne soit pas abordée dans tous ses sens, que la mort soit un événement à repousser à tout prix. Nous y proposons un temps d'arrêt pour accorder de l'importance à ce que l'on vit. Ce document se veut accessible tant aux personnes scolarisées que peu scolarisées.

## **Une évaluation de l'emploi d'aide familiale**

Ruth Rose et Élisabeth Ouellet, assistées de Daniella Avril. Septembre 2000. En coédition avec le Service aux collectivités de l'UQAM et l'Association des aides familiales du Québec. 80 p.  
Prix membre : 10 \$ Non-membre : 12 \$

---

Cette étude fait ressortir la sous rémunération des travailleuses en maison privée et la non reconnaissance de leurs véritables rôles et responsabilités au sein de milliers de foyers québécois.

# Publications - outils - rapports (suite)

## **Une politique de travail pour les travailleuses dans les groupes de femmes : document de réflexion**

Michèle Duval, Nancy Guberman et Ginette Lévesque. Décembre 2000. Protocole UQAM/Relais-femmes. 81 p.  
Prix: 10 \$

---

Cette recherche visait à définir les composantes d'une politique de travail touchant les employées contractuelles des groupes de femmes et à produire un outil permettant à ces groupes d'élaborer une telle politique en fonction de leur réalité. Dans ce document de réflexion, des propositions touchant différents éléments de cette politique de travail nous sont soumises à titre de pistes à explorer et sont présentées sous forme de fiches.

## **Répertoire des outils de sensibilisation et de formation en violence faite aux femmes sur l'Île de Montréal**

Automne 2000. Les Trois tables. 95 p.  
Gratuit.

---

Le répertoire recense 92 formations de plus de 50 organismes membres ou partenaires de trois tables de concertation (la Table de concertation en matière de violence conjugale de la communauté urbaine de Montréal, la Table de concertation en matière d'agression à caractère sexuel, le Comité d'action femmes et sécurité urbaine). Cette recension permet de mieux cerner tout ce qui existe à ce jour et de développer de nouveaux programmes de formation qui soient à la fois innovateurs et complémentaires à ceux qui existent déjà.

Ce document est accessible sur internet : [www.netfemmes.cdeacf.ca/rep\\_violence](http://www.netfemmes.cdeacf.ca/rep_violence)

## **Pour un développement égalitaire sur l'Île de Montréal : l'analyse différenciée selon les sexes**

Winnie Frohn, Monique Gauvin, Lyne Kurtzman, Ginette Lévesque, Anne Michaud, Basma Osama et Élyse Tremblay. 2000. En coédition avec le Comité femmes et développement régional du Conseil régional de développement de l'Île de Montréal. 28 p.  
Prix: 5 \$.

---

Conçu initialement pour ceux et celles qui participent au développement de l'île de Montréal, ce document se veut un outil utile à tous les groupes de femmes qui veulent appliquer l'analyse différenciée selon les sexes, tant au niveau de la planification et d'élaboration de politique qu'au niveau de conception de programme ou de projet.

*Toutes ces publications sont disponibles à Relais-femmes.  
Des frais d'envois seront ajoutés au coût des publications.*

# Dates à surveiller

## Un colloque intitulé L'économie sociale du point de vue des femmes

Partenaires : Caucus des femmes du LAREPPS, en collaboration avec l'ARIR l'ARUC, l'ARUC économie sociale et Le réseau stratégique féministe pour un renouvellement des théories et pratiques économiques et politiques pour la redistribution des richesses.

Date : 3 mai 2001, à 8 h 30

Lieu : Centre St-Pierre-Apôtre, 1212, rue Panet, Montréal

Pour information : Chantal Gagné  
(514) 987-3000, poste 2581

## La mammo, quel scénario ! : pièce de théâtre humoristique sur la mammographie et les peurs qu'elle engendre, suivie d'une parade de mode sur le thème « Nos dessous du haut préférés »

Partenaires : ACCESSS, Fondation québécoise du cancer, REIQCS, Société canadienne du cancer, sous la direction de la Table communautaire d'information sur le dépistage du cancer du sein de Relais-femmes.

Date : 31 mai, à 19 h

Lieu : CHUM de l'Hôtel-Dieu, à l'auditorium du Pavillon Jeanne-Mance, 3480, rue Saint-Urbain, Montréal

Pour information : Johanne Marcotte  
(514) 878-1212, poste 212

## Le féminisme comme lieu pour penser et vivre diversité et solidarité : le grand colloque annuel de l'ARIR

Date : 12 et 13 juin 2001, en soirée.

Lieu : Université du Québec à Montréal

Pour information : Chantal Gagné  
(514) 987-3000, poste 2581

## Assemblée générale de Relais-femmes

Date : 19 juin, de 9 h à 15 h

Lieu : Maison Parent-Roback, 110, rue Ste-Thérèse, Montréal

À mettre à l'agenda des membres de  
Relais-femmes

# Formulaire à reproduire et à distribuer

Assurez-vous d'être au courant des dernières nouvelles en matière de condition des femmes.  
Remplissez cette fiche et inscrivez-vous sur la liste d'envoi de Relais-femmes.

### Cochez une ou plusieurs des options suivantes :

- Veuillez inscrire mes coordonnées sur votre liste d'envoi
- Veuillez me faire parvenir l'information relative à l'adhésion à Relais-femmes
- Veuillez noter mon changement d'adresse ou l'ajout de mon adresse électronique

**IMPORTANT :** le courrier électronique nous offre la possibilité de vous joindre à moindre coût. Portez une attention spéciale à l'inscription de votre courriel. Merci.

.....  
Nom et prénom

.....  
Adresse postale

.....  
Adresse électronique

.....  
Téléphone

.....  
Télécopieur



110, rue Sainte-Thérèse, bureau 301, Montréal (Québec) H2Y 1E6  
Téléphone: 514.878.1212 • Télécopieur: 514.878.1060  
Courriel: [relais@relais-femmes.qc.ca](mailto:relais@relais-femmes.qc.ca)